

Le conflit des Îles Malouines (Falklands) sous le regard d'Emmanuel Jacquin de Margerie, Ambassadeur de France à Londres (2 avril-11 juin 1982)

Vlăgea, Claudia

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Vlăgea, C. (2012). Le conflit des Îles Malouines (Falklands) sous le regard d'Emmanuel Jacquin de Margerie, Ambassadeur de France à Londres (2 avril-11 juin 1982). *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 12(3), 449-467. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-445966>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Le conflit des Îles Malouines (Falklands) sous le regard d'Emmanuel Jacquin de Margerie, Ambassadeur de France à Londres (2 avril-11 juin 1982)

CLAUDIA VLĂGEA

Le 2 avril 1982 à 23h29, heure de Paris, un télégramme chiffré à précision «immédiat» arrive de Londres. Très vite, le secrétaire général de l'Elysée pourra lire que «la Grande Bretagne est entrée dans une crise diplomatique qu'elle n'avait ni voulue, ni encore moins prévue»¹. En effet, au 58 Knightsbridge, l'Ambassadeur Emmanuel Jacquin de Margerie ne tarde pas à relever le caractère inopiné de cet incident. Et il a parfaitement raison de le faire, car pour ces Îles que les Britanniques, situés à 12 000 km de distance, entendent occuper depuis 1833, l'heure est au désarroi. Ainsi, à l'aube de ce jour du 2 avril, l'infanterie de marine et des commandos de l'armée argentine occupent-ils Port Stanley. À midi, le drapeau argentin est hissé sur le mât de la résidence du gouverneur des Malouines. Au cours de l'après-midi, le gouverneur Hunt, les responsables du Foreign Office et des membres de la Royal Marine sont capturés et évacués à Montevideo, le général de brigade Mario Menéndez nommé gouverneur de «las Islas Malvinas» et des dépendances, enfin, Port Stanley rebaptisé «Puerto Argentino». À l'évidence, du fait de sa virtuosité, cet événement s'impose comme l'aboutissement d'un plan mûrement réfléchi. Mais il n'en est pas moins un véritable impromptu sur la scène internationale. D'autant plus que les premiers surpris sont les Britanniques. Comment réagissent-ils? De quelle manière suivre leur ligne d'action dans cette atmosphère incertaine et tendue que fut celle des 72 jours de conflit? Enfin, saurait-on discerner au fur et à mesure des faits qui se suivent à un rythme si rapide une logique cohérente?

Vingt ans après la guerre anglo-argentine, John Nott, alors Ministre de la Défense britannique, considère la France comme ayant été «le meilleur allié de la Grande Bretagne»². Mais pour avoir été son meilleur allié, elle en a sans doute été un subtil observateur. Dans cette optique, la remarque de John Nott fait place à une interrogation. Comment les diplomates français, réputés par la finesse de leurs analyses, ont-ils vu de Londres l'évolution du conflit? Quels aspects ont-ils retenus de la conduite d'un gouvernement britannique pris dans toute la complexité de cet imbroglio de politique intérieure et étrangère? Trente ans après le conflit, nous avons la possibilité d'en trouver des éléments de réponse. Aux Archives Nationales de France, suite aux procédures de dérogation, nous avons pu avoir accès à des

¹ Télégramme diplomatique no. 321 (annoté: Lecture de M. Beregovoy), Londres, le 2 avril 1982.

² «France was Britain's greatest ally during the Falklands war», *The Telegraph*, 13 mars 2002. Disponible sur: <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1387576/How-France-helped-us-win-Falklands-war-by-John-Nott.html>, consulté le 2 août 2012.

télégrammes diplomatiques au sujet de la guerre des Malouines. De manière plus précise, il s'agit d'un dossier classé dans les documents de la cellule diplomatique de l'Elysée dont nous avons retenu soixante-cinq télégrammes signés «de Margerie»¹. Voici une source précieuse qui mérite toute l'attention du chercheur s'intéressant au regard porté par cet illustre représentant d'une prestigieuse lignée de diplomates au service de l'État dès l'époque de Louis XIV². L'importance de ce regard se trouve, *mutatis mutandis*, elle-même amplifiée par le contexte de crise internationale. En effet, cette dernière renforce le rôle du diplomate, lui qui de nos jours est sans cesse remis en question³. Autant le préciser d'emblée, notre propos n'est pas un plaidoyer au retour à la *total diplomacy* qui est également nommée *old diplomacy*. Cet âge d'or de la diplomatie où ses représentants participaient de la conception au même titre que de l'exécution de la politique étrangère est révolu. En outre, ce qui nous intéressera ici sera un mérite incontestable du diplomate, celui d'un esprit qui se met à la disposition des événements pour être prêt à remarquer: «Voici ce que les Anglais disent, mais voici ce que je crois qu'ils pensent»⁴.

Nous nous attacherons donc à lire l'analyse diplomatique sur un impromptu sur la scène internationale, en laissant à d'autres études le soin d'apprécier son impact sur la prise de décision de l'exécutif français⁵. Ce qui sera de mise, en revanche, serait l'approche du diplomate français sur le processus décisionnel britannique, sa méthode d'appréhension des événements lorsqu'il cherche à expliquer ou prévoir l'action. En l'occurrence, il sera ici de moindre importance si en lisant ce télégramme arrivé le 2 avril à 23h29, Pierre Bérégovoy souligne le bout de phrase: «est devenue une affaire si grave et touchant si profondément la sensibilité nationale». L'intérêt sera de surprendre un regard porté sur cette affaire si grave...

CHRONIQUE D'UNE AFFAIRE GRAVE

L'éclatement du conflit des Malouines exige un examen rétrospectif de la part de tout observateur qui cherche à saisir l'incident dans le contexte politique où il surgit. Cela à double raison. Dans un premier temps il s'agira de déjouer un paradoxe: comment fut-il possible qu'un différend juridico-politique remontant à un passé lointain et qui de surcroît fut récemment amorcé sur la scène internationale⁶ eut

¹ Il s'agit du dossier no. 2, intitulé «Suivi des opérations militaires lors du conflit armé opposant le Royaume Uni et l'Argentine pour la souveraineté des Îles Malouines», conservé aux Archives Nationales. Archives de la cellule diplomatique, série 5AG4/CD 130.

² Emmanuel Jacquin de Margerie fut le représentant d'«une brillante carrière, tout comme son père et son grand-père. Directeur d'Europe, ambassadeur à Madrid, Londres et Washington, il fut aussi directeur des Musées de France, ambassadeur de France, il mourut prématurément en 1991». Henri FROMENT-MEURICE. *Vu du Quai: 1945-1983*, Fayard, Paris, 1998. p. 254.

³ V. à ce titre Marie-Christine KESSLER, *Les ambassadeurs*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

⁴ Bernard DORIN. *Appelez-moi Excellence*, Stanké, Montréal, 2001. p. 84.

⁵ V. à ce propos notre étude «La France et le conflit des Malouines: une position contrastée entre diplomatie et politique», *Revue d'histoire diplomatique*, no. 4, 2011, pp. 361-377.

⁶ La résolution 2065 de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 16 décembre 1965 fait référence à la Déclaration de l'Assemblée Générale sur l'Octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (Résolution 1514/XV signée le 14 décembre 1960). Dans ce sillage,

pu prendre la Grande Bretagne au dépourvu? Ce regard rétrospectif mettra à nu les faiblesses de Londres à la veille de la crise. Et il appellera, dans un deuxième temps, à une évaluation des possibilités réelles de réaction britannique. Ce sera seulement à ce moment-là que le commentateur jugera opportun de faire part de ses remarques sur les enjeux de la décision de Margaret Thatcher.

Perplexités britanniques

À la Chambre des Communes convoquée le 3 avril, jour de samedi, «chose jamais vue, dit-on, depuis l'affaire de Suez en 1956»¹, Margaret Thatcher affirme clairement que l'agression argentine contre le territoire britannique ne fait suite à aucune provocation. Par conséquent, «elle n'a pas l'ombre d'une justification et pas une once de légalité»². Trois jours plus tard, le 6 avril, le Premier ministre britannique spécifie qu'en réalité ce ne fut qu'au cours de la soirée du 31 mars qu'elle avait pu savoir avec précision que la flotte d'invasion argentine était en route vers les Îles. À cela, Michael Foot, leader du parti travailliste, ne manque pas d'opposer deux articles parus dans *The Daily Telegraph* et respectivement *The Times*. Les deux journaux prétendent que, lors du débarquement argentin en Géorgie du Sud à Leith, soit dix jours avant l'invasion, le gouvernement britannique ait été pleinement informé sur la possibilité d'attaque argentine. En effet, l'événement méritait une attention particulière, car il met en exergue les capacités de dissuasion britanniques. Ainsi, le 19 mars, une quarantaine de ferrailleurs argentins arrivés sans autorisation ont-ils été identifiés en Géorgie du Sud. Cette île est dépendante des Malouines et compte surtout en tant que base pour l'expédition antarctique britannique, la British Antarctic Survey. De ce fait, un groupe de scientifiques passant à Leith y découvre le drapeau argentin flottant au-dessus des installations baleinières dans le cadre de l'intense activité de déchargement d'un navire. Très vite, le 20 mars, le gouverneur des Malouines transmet aux Argentins de baisser leur drapeau et de régulariser les conditions de leur séjour, alors qu'à Londres des mesures rapides ont été prises à cet égard³. Toujours est-il que cet événement local prit l'ampleur d'un incident diplomatique et fut à l'origine de fortes tensions entre

elle réaffirme «son désir ardent de mettre fin au colonialisme partout et sous toutes ses formes parmi lesquelles entre le cas des Îles Falkland». En ce sens, la résolution invite l'Argentine et la Grande Bretagne à régler le conflit par voie de négociation. Le texte se trouve à la page: [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2065\(XX\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2065(XX)&Lang=F), consultée le 4 août 2012.

¹ Télégramme diplomatique no. 321, le 2 avril 1982.

² Margaret Thatcher declare: «I am sure that the whole House will join me in condemning totally this unprovoked aggression by the Government of Argentina against British territory. [Hon. Members: «Hear, hear».] It has not a shred of justification and not a scrap of legality». Le texte de la déclaration est disponible sur le site de la Fondation Margaret Thatcher: <http://www.margarethatcher.org/document/104910>. Par ailleurs, dans ses mémoires, le Premier ministre britannique confirme le caractère imprévisible de l'invasion: «The war was very sudden. No one predicted the Argentine invasion more than a few hours in advance, though many predicted it in retrospect», Margaret THATCHER, *The Downing Street Years*, HarperCollins, London, 1993, p. 173.

³ Le sous-marin *Spartan* avait reçu l'ordre d'appareiller dès le 29 mars au vu de la situation dans l'Atlantique Sud, en Géorgie du Sud et aux Malouines. La décision avait été prise ce même jour par Margaret Thatcher et Lord Carrington, dans l'avion qui les menait à Bruxelles.

Londres et Buenos Aires¹. Comment expliquer donc que les mesures prises par Londres n'ont pas dissuadé les Argentins? De quelque façon qu'on tourne l'affaire, l'argument de Margaret Thatcher demeure catégorique: une dissuasion n'aurait nullement pu être possible avant l'invasion. Puisque, avant tout, les amiraux nationalistes auront pris la décision de l'escalade contre le gré du Président Galtieri. Cela voudrait dire qu'il était pratiquement impossible de connaître à l'avance les intentions argentines.

Vérité ou vérité partielle? Cette question tout sauf rhétorique vient d'un observateur qui, pour s'être consacré à l'historique du conflit des Malouines, conclut simplement que: «La crise actuelle était contenue là en germe»². Certes, exposer un historique du conflit n'est pas aisé. Car où aller chercher les origines d'un litige sur des territoires découverts, oubliés puis à nouveau découverts au XVI^e et XVII^e siècles par les Britanniques (John Davis), les Hollandais et les Français (qui les baptisèrent Malouines, du nom des marins de Saint Malo et qui, au XVIII^e siècle, furent les premiers à s'y installer)? Ou plutôt doit-on voir les prémices de ces multiples disputes dans les traités de Tordesillas (1494) et d'Utrecht (1713) qui reconnaissent à l'Espagne un droit de souveraineté sur le continent américain jusqu'au détroit de Magellan? Ou encore dans l'alternance d'occupations anglaises et espagnoles qui y suit? Difficile à trancher. En revanche, ce qui est certain c'est que, pas plus tôt qu'en 1833, la frégate anglaise *HMS Clio* s'empare de vive force des Îles. À partir de cette année-là, la présence britannique sur les Malouines est incontestable. Pourtant, les Argentins n'eurent de cesse de protester contre cette occupation jugée illégale et de revendiquer la souveraineté sur les Malouines. L'analyse du diplomate français voit dans l'année 1833 le début d'une continuité du différend anglo-argentin au sujet de la souveraineté sur les Îles. Cette dernière l'ambassadeur la mentionne, mais sans plus. Car son propos n'est pas de se prononcer sur la pierre d'achoppement du conflit, mais de distinguer dans cet imbroglio multiséculaire ces périodes qui auront pu constituer des signes d'agressivité initiés par Buenos Aires à l'intention de la Grande Bretagne. À la lecture de ces propos, on pourra schématiquement distinguer qu'à ses yeux, des indices apparaissent avec prégnance dans les deux décennies qui ont précédé l'invasion.

Tout d'abord, l'ambassadeur qualifie les années 1970 de charnières. Elles relèvent d'un paradoxe: le conflit prend le cours des revendications systémiques justement à l'heure des concessions britanniques successives. L'arrangement de 1971 laisse de côté la question de souveraineté, confie aux Argentins tout le soutien logistique des Îles (transports maritimes, transports aériens, soutien hospitalier sur le sol argentin) et définit de nouvelles conditions de circulation (par exemple la carte d'identité sans indication de nationalité). Il est suivi, une année plus tard, de la mise en place d'un service aérien régulier entre les Malouines et l'Argentine. Enfin, 1974 marque un accord en matière de commerce et de ravitaillement. Mais la même année la tension anglo-

Pour assurer le soutien logistique de l'*Endurance* opérant en solitaire dans l'Atlantique Sud, le ravitailleur polyvalent *Fort Austin* a quitté le Gibraltar le 29 mars.

¹ Il conduira à un développement imprévu de la stratégie des membres de la junte argentine, accélérant le processus de reconquête des Malouines et l'élargissant à la Géorgie du Sud. Il semble que cette décision ait été prise le 23 mars lors d'une réunion de la junte dans l'immeuble Libertad. Pour plus de détails v. la thèse de doctorat d'Henri MASSE, *Une guerre pour les Malouines*, thèse sous la direction d'Alfred WAHL, Université de Metz, département d'Histoire, 2009. V. notamment le chapitre «Des îles contestées. Incident en Géorgie du Sud».

² Télégramme diplomatique no. 344, Londres, le 7 avril 1982.

argentine s'instaure aux Nations Unies autour des principes d'autodétermination versus d'intégrité territoriale. Comment comprendre ce changement brusque? De fait, il n'a de surprenant que l'apparence. À une analyse plus détaillée, il ressort que c'est justement l'apaisement britannique qui en est la cause. Manifestement, les concessions britanniques ont été interprétées à Buenos Aires comme des pas dans le sens voulu par les Argentins. Elles ont été perçues de plus en plus comme des atermoiements agaçants. Cette impatience se manifeste via des protestations argentines qui prendront une ampleur beaucoup plus grande lors du rapport de la «mission Shackleton» publié en 1976. Considérant que la présence britannique sur les Malouines doit se poursuivre, ce rapport a mené à la réduction, pour une durée trois ans, des relations diplomatiques au niveau des chargés d'affaires.

Une deuxième période est à chercher dans les années 1980. Dans une logique similaire à celle de la décennie précédente, un événement important en fut l'«impulsion notable»¹ donnée aux négociations par les Britanniques. En 1980, rentrant d'une mission aux Îles Falklands, le secrétaire d'État chargé de l'Amérique de Sud propose quatre solutions pour la situation des Îles. Il envisage l'option de transfert pur et simple de la souveraineté, de lease-back sur le modèle de Hong Kong, d'un gel du statut actuel pour vingt-cinq ans ou, enfin, la mesure radicale de rupture des pourparlers. Mais, si les propos de Nicholas Ridley «provoquent une tollé de la part des parlementaires de la majorité comme de l'opposition»², ils sont corroborés par des revendications virulentes de la part du ministre argentin des affaires étrangères. En septembre 1981, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, celui-ci déclare que les Malouines ne peuvent pas rester éternellement une dépendance. Plus grave, l'Argentine «ne peut accepter qu'une partie de son territoire demeure l'un des dernières colonies du monde»³. Devant l'absence de réponse de la part de Londres, Buenos Aires lance l'année suivante un avertissement à l'attention de Londres. Lors d'un communiqué unilatéral on propose au gouvernement britannique de se prêter à des réunions mensuelles assorties d'un calendrier des négociations. Faute de solution, l'Argentine se réserverait le droit de mettre fin à ce mécanisme de négociations. Cependant, «la menace contenue dans cette déclaration n'avait apparemment pas inquiété plus que de mesure la délégation britannique»⁴.

Pourquoi tant d'indices d'agressivité argentine ont été à Londres autant de sources d'indifférence? Une réponse possible à cette interrogation serait-elle à chercher auprès des services de renseignement? À cela Lord Carrington répond que c'est justement la longévité du différend qui a fait que ces signes argentins n'ont pas inquiété son gouvernement. En d'autres mots, ils n'ont eu rien d'inhabituel car, selon le ministre des Affaires étrangères britannique «depuis plus de vingt ans, les gouvernements argentins successifs n'ont pas cessé de souffler le chaud et le froid à propos de leur revendication sur les Falkland»⁵. Il assume donc l'erreur du jugement qu'il avait porté sur les informations fournies par ses services. Le diplomate français quant à lui trouve l'explication de cette erreur dans un «racisme historique vivace qui colore naturellement les jugements»⁶ à Londres. Dans cette optique, l'Argentine

¹ *Ibidem.*

² *Ibidem.*

³ *Ibidem.*

⁴ Télégramme diplomatique no. 345, le 7 avril 1982.

⁵ *Ibidem.*

⁶ Télégramme diplomatique no. 386, le 16 avril 1982.

apparaît aux Britanniques comme une puissance de second ou plutôt de troisième rang, «représentative de ces États latino-américains que le peuple anglais ne parvient pas à prendre complètement au sérieux»¹.

Pourtant, l'affaire est sérieuse. Elle est tout aussi embarrassante. La presse londonienne se déchaîne dans des accusations virulentes à l'adresse du Foreign Office. Ce dernier est coupable d'être voué à l'échec, d'avoir été hésitant et, plus grave, inadapté. Surtout en raison de ses voyages, Lord Carrington était absent au moment où il fallait agir! L'ambassadeur cite *Sunday Telegraph* qui considère que: «Le méchant de la pièce était, bien sûr, la junte argentine, mais suivie de près par le Foreign Office, fortement soupçonné de vacillation et d'apaisement»². Le journal dominical à sensibilité conservatrice va jusqu'à ironiser les déclarations faites récemment par Lord Carrington à l'occasion du deux centième anniversaire de la création du Foreign Office, selon lesquelles le métier de ministre des affaires étrangères était «vivifiant» («*exilarating*»)... Lord Carrington démissionne. Apaisement, racisme historique, inadaptation sont eux d'indices de la faiblesse britannique.

Avril 1982 marque donc l'aboutissement d'un différend dont on a minimisé les présages pourtant bien réels et sur lequel le gouvernement britannique perdit prise. En tout état de cause, aux yeux du commentateur français, l'historique du conflit fait ressortir le fait que les Britanniques se sont contentés de réagir en fonction des initiatives de Buenos Aires. De toute évidence, ils «n'apparaissaient pas jusqu'ici – en tout cas pas jusqu'à maintenant – maîtres des événements»³...

Quelle réaction ?

En effet, Londres est contrainte à la réaction. Et ce matin de 3 avril, les réactions sont vives dans la presse britannique. *The Sun*: «C'est la guerre!»; *Daily Mail*: «La honte!»; *Daily Express*: «Nous devons défendre nos loyaux sujets!». Mais deux sont les mots qui reviennent sur toutes les lèvres et sous toutes les plumes: «humiliation» (*Daily Telegraph*) et «fiasco» (*Sunday Express*)⁴. On note à Knightsbridge que l'orgueil national supporterait mal que la Grande Bretagne subisse un camouflet de la part d'une puissance que l'opinion considère tout de même comme une puissance de beaucoup inférieure. Une chose est certaine: «L'affaire pique donc au vif le prestige de la nation anglaise»⁵.

Incontestablement, Margaret Thatcher doit faire face à une opinion qui s'échauffe, renforcée par une opposition prête à critiquer sévèrement le gouvernement en cas d'échec. Cela d'autant plus dans son propre parti et dans l'establishment elle entend souvent des reproches d'avoir sacrifié trop facilement la flotte de surface au profit de la capacité nucléaire du pays. Force est de constater qu'en accord avec les décisions d'économie budgétaire, le Livre Blanc de 8 mars 1982⁶ prévoit la décision de

¹ *Ibidem*.

² *Sunday Telegraph*, le 4 avril 1982.

³ Télégramme diplomatique no. 321, le 2 avril 1982.

⁴ *Royaume-Uni: conflit des Malouines. Analyses, commentaires. Mars-juillet 1982*. Dossier d'actualité internationale de La Documentation Française.

⁵ Télégramme diplomatique no. 321, le 2 avril 1982.

⁶ Le document met en évidence la primauté de la menace soviétique et propose une stratégie du déploiement du système de missile Trident et le maintien des forces britanniques

restructurer la Royal Navy selon un plan de réduction sensible des navires (par exemple le patrouiller antarctique *HMS Endurance* qui a été dépêché d'urgence en direction des Falklands devrait partir très prochainement à la casse). Bien évidemment, la réflexion militaire et stratégique du gouvernement ne fait pas l'objet d'un consensus national dans le contexte de l'évolution d'un mouvement d'opinion anti-nucléaire à l'échelle européenne. Mais la principale cible des accusations d'impréparation militaire du pays fut John Nott. Il y fait difficilement face et lors d'une «mauvaise performance parlementaire»¹ le soir du 2 avril, annonce qu'une force navale d'urgence (Task Force) substantielle est en préparation. Ainsi, l'ensemble de la presse s'interroge-t-elle sur les chances d'une option militaire. Le constat d'ensemble traduit un avertissement clair: «Un fiasco ne doit pas être suivi par un désastre militaire»².

Face à ces réactions «faites tantôt d'un sentiment d'humiliation appelant un sursaut d'orgueil national, tantôt d'une prudence mêlée de réalisme, que traduit, dans un effort de réflexion, la presse londonienne»³, l'ambassadeur distingue trois risques d'un engagement militaire de Londres. Elles apparaissent de façon récurrente dans ses commentaires sur la crise. On peut en identifier l'éventualité d'un durcissement de l'adversaire, l'élargissement du conflit et une réaction négative de l'opinion internationale. Attardons-nous sur l'argumentation faite pour chacune de ces hypothèses.

L'armada britannique qui vague vers les Malouines doit tenir compte du degré de résistance de la garnison argentine face à sa vulnérabilité aérienne. Certes, l'effort de mobilisation du pays a démontré une parfaite coordination entre l'armée et l'administration, entre la marine marchande et la marine de guerre (patente par une remarquable force d'improvisation telle la transformation des porte-containers en porte-avions pour des Harriers). Mais au-delà de cette remarquable exploitation des capacités latentes du pays, l'origine et la composition de la flotte comportent de réels dangers de dérapage. Car cette flotte n'a pas été conçue pour une expédition éloignée de ses bases situées dans l'Atlantique Nord. Là-bas, elle bénéficiait de tout le soutien aérien nécessaire, tandis que, du fait de l'éloignement et des circonstances météorologiques et géographiques difficiles, ses moyens de reconnaissance d'identification des objectifs navals et aériens sont trop insuffisants pour être efficaces. «Nos experts militaires sont en effet frappés par les déficiences de la flotte britannique en matière de support aérien.»⁴

Il en résulte des risques importants d'extension du conflit. Les méprises ou les engagements prématurés de bâtiments des pays tiers pourraient mener à la possibilité d'entrée en jeu des superpuissances. Cela pourrait être d'autant plus le cas dans le contexte de l'arrivée dans le port d'Ushuaïa de deux navires soviétiques destinés à la recherche scientifique dans l'Océan Antarctique. Mais le risque d'engrenage

dans la RFA à leur potentiel actuel, ainsi que d'une réduction des forces conventionnelles. Archives du Ministère des Relations Extérieures. *Affaires militaires (1981-1985) GB 3.1. Lignes générales. Budget. Mouvements et tendances anti-nucléaires et pacifistes. Livre blanc sur la défense britannique. Forces armées et matériel de guerre. Ambassade de France en Grande Bretagne. Note no. 308 sur le budget de la défense britannique, le 16 mars 1982.*

¹ Télégramme diplomatique no. 503, le 7 mai 1982.

² Le *Sunday Telegraph* est cité par Emmanuel de Margerie dans son télégramme du 4 avril 1982.

³ Télégramme diplomatique, *Ibidem*.

⁴ Télégramme diplomatique no. 399, le 16 avril 1982.

soviétique est déjà à envisager du fait de l'implication des États-Unis. Car force est de constater la dépendance de la Task Force de l'aide américaine tant pour les réseaux de satellites, que pour le transport aérien et des ressources en carburant vouées à soutenir «une expédition lancée à l'extrême limite (sinon au-delà) des possibilités du pays»¹! Certes, l'internationalisation de la crise est un axe du discours de Margaret Thatcher qui tout en soulignant la «valeur stratégique énorme des Îles situées sur le passage obligé des pétroliers géants»², met en garde l'opinion internationale contre le risque d'un préalable dangereux:

«Si nous ne parvenons pas à faire face à l'Argentine fasciste, les Soviétiques seront encore plus encouragés que ce qu'ils sont déjà à s'engager dans de plus en plus d'actions d'agression dans ce qui reste d'un monde libre»³.

Dans ce quiproquo, les Argentins ne manqueront pas, quant à eux, d'adopter le vocabulaire de la décolonisation, en dénonçant un partage entre d'un côté un bloc des riches et de l'autre un peuple victime du déséquilibre croissant entre le Nord industrialisé et le Sud en voie de développement...

Compte tenu justement de ce dernier aspect, on informe Paris que sur le plan diplomatique ce n'est pas sans hésitation que l'on s'est résolu à en appeler à l'ONU. Les risques d'y recourir mettent le cabinet britannique dans l'embarras:

«Des propos tenus en privé par certains de nos collègues du Foreign Office, il ressortait en effet que l'on se méfiait d'un cadre et d'une procédure présentant l'inconvénient majeur de mettre en cause un pays, l'Argentine, membre du mouvement non-aligné»⁴.

La principale crainte concernait un éventuel appel que Buenos Aires ferait à la solidarité des pays du Tiers Monde, en obtenant de leur part un large soutien à propos d'un conflit où il lui serait bien aisé de se présenter comme une victime du colonialisme britannique. Par conséquent, la Grande Bretagne préférerait éviter une situation où elle aurait pu être amenée à recourir au droit de veto. De ce droit les Britanniques ont intérêt à user le plus parcimonieusement possible pour ne pas diminuer le soutien international à leur position, d'un côté, et pour éviter de s'opposer les «révisionnistes» de l'Organisation, de l'autre. Néanmoins, sur le court terme, utiliser les mécanismes de l'ONU présentait un avantage certain: il permettait à la Grande Bretagne de montrer à l'opinion publique sa disponibilité pour une solution négociée et s'assurer d'une pression internationale sur l'envahisseur.

En définitive, la crise «qui secoue la Grande Bretagne toute entière»⁵ montre un gouvernement mal préparé, contraint à la réaction et, de ce fait, soumis constamment

¹ *Ibidem*.

² Télégramme diplomatique no. 680, le 10 juin 1982.

³ «To appease aggression and evil is to connive at a greater aggression and evil later on... If we fail to deal with the Fascist Argentina, the Russians will be even more encouraged than they are already to nibble away with more and more acts of aggression in what is left of a free world», Margaret THATCHER, *The Downing Street Years*, cit, p. 186.

⁴ Télégramme diplomatique no. 321, 2 avril 1982.

⁵ Télégramme diplomatique du 4 avril 1982.

à des risques significatifs. Que faire de toutes ces faiblesses? Ces facteurs considérés permettent de faire ressortir une conclusion à laquelle Emmanuel de Margerie sera fidèle tout au long de l'évolution du conflit: la fragilité de la situation interne, militaire ou diplomatique de la Grande Bretagne «serait une raison pour une réaction diplomatique discrète»¹. À ce propos, il cherche à analyser le mérite des approches alternatives à la réaction militaire qui censées avoir été considérées du côté anglais pendant les trois premières semaines du conflit. Il en énumère huit: le lease-back sur le modèle de Hong-Kong, une partition entre les Malouines et les dépendances, un condominium à l'instar des Nouvelles-Hébrides, un recours à la Cour Internationale de Justice, une mise sous tutelle, une gestion selon le modèle suédo-finlandais des Îles Aaland ou bien un régime semblable à celui du Canal du Panama, enfin, une vente des îles pour une somme qui irait de 7 à 30 millions de livres. Mais on ne saura pas apprécier l'importance qu'on leur a accordée en réalité. Puisque l'ambassadeur note la difficulté considérable qu'il y a à amener des responsables politiques à tenir des propos qui découvrent leurs préoccupations et orientent le jugement. «La discipline et le mystère continuent à caractériser l'atmosphère à Londres.»²

S'il est difficile dans ce contexte de définir la politique britannique, il n'est pas moins laborieux de discerner si les principaux décideurs britanniques eux-mêmes ont entamé ou suivent un plan bien précis. Au contraire, il paraît plus vraisemblable au diplomate français que le Cabinet britannique prend ses décisions en fonction des circonstances, «en manœuvrant dans le flou, derrière la façade des principes de droit précis et catégoriques»³...

ÉLÉMENTS D'UN COMPROMIS IMPOSSIBLE

Mais dans ces circonstances d'une affaire grave, un compromis est-il possible? «Les Anglais, dans ce genre de situation, sont capables de beaucoup de fermeté dans la cruauté» écrit Emmanuel Jacquin de Margerie. Voici une remarque de l'ambassadeur dont la justesse pourrait se trouver confirmée plus d'un demi siècle auparavant, chez Sir Charles Dilke, secrétaire général du Foreign Office. Lors d'une conversation avec Paul Cambon, ambassadeur français à Londres, celui-ci décrit ainsi le caractère de son peuple:

«Vous ne pouvez imaginer comme les Anglais sont incapables de rien prévoir; [...] il faut qu'ils soient en présence des faits brutaux pour comprendre»⁴.

Seulement voilà, devant la brutalité des faits, «au tempérament pragmatique britannique, Madame Thatcher avait ajouté un élément de raideur doctrinaire»⁵: l'intransigeance la plus catégorique dès qu'il s'agit de la souveraineté des Îles et de la «Britishness» des Falklandais. C'est sur le constat de cette rigidité que l'ambassadeur

¹ Télégramme diplomatique no. 321, le 2 avril 1982.

² Télégramme diplomatique, le 20 mai 1982.

³ Télégramme diplomatique no. 387, le 16 avril 1982.

⁴ Archives de la correspondance de Paul Cambon citée dans Bernard DESTREMEAU, *Quai d'Orsay: derrière la façade*, Plon, Paris, 1994, p. 18.

⁵ Télégramme diplomatique no. 502, le 7 mai 1982.

fondera une de ses convictions les plus récurrentes: «Les Britanniques ont leur part dans le fait que les négociations ont été figées»¹. Quels sont à ses yeux ces éléments qui limitent une flexibilité britannique?

La guerre d'une femme

Avant la crise, une certaine «usure du pouvoir» commençait à se faire sentir en Grande Bretagne. L'analyse que des commentateurs français font en septembre 1981 en arrive à un constat symptomatique: «L'invincibilité de Mme Thatcher est progressivement mise en doute, même si l'on continue en général de respecter sa force de caractère»². Ce ne fut donc plus une surprise que, devant la brutalité des faits d'avril 1982, on s'interrogeait partout sur les ressorts d'action du Premier ministre britannique. De quel métal est-elle réellement faite³? demande Enoch Powell, à la Chambre des Communes le 3 avril. Le même jour on annonce à la télévision française que même le *Daily Mail* «qui est un journal conservateur très gentil et très poli pour Madame Thatcher», la dévalorise: «Il ne l'appelle plus la Dame de Fer. Il l'appelle le papillon clinquant. C'est le printemps»⁴. Et ce printemps la question reviendra comme une ritournelle: pourra-t-elle se permettre de donner une impression de faiblesse? Forte «de son image de dirigeant fier et obstiné», le Premier Ministre n'en sera-t-elle pas victime?

Une chose est certaine: une nouvelle humiliation, le Premier ministre ne l'admettra pas. Décidément, l'heure est venue de l'action: dès lundi 5 avril, 40 bâtiments (2/3 de la flotte) dont les deux seuls porte-avions (le prince Andrew est symboliquement à bord de l'Invincible) s'apprentent à appareiller de Portsmouth et de Gibraltar. L'annonce est reçue avec acclamations à la Chambre des Communes et les Anglais sont plus de 60% à approuver l'action du Cabinet⁵. Cependant, cette opération militaire qui fait le consensus sur la scène politique de Londres, ferait-elle également avancer une transaction⁶? C'est la question qu'on retrouvera chez l'ambassadeur français dans ses commentaires: il y appuie ses réflexions, ses hypothèses et ses spéculations sur la ligne d'action britannique. Emmanuel de Margerie analysera l'évolution du conflit à la lumière de ce qu'il perçoit comme l'objectif primordial à atteindre: la dissuasion. À son sens, cette dernière ne signifie pas tellement l'entreprise de prévenir une initiative que d'obliger l'adversaire à se dessaisir d'un gage dont il s'est déjà assuré. C'est là qu'il faut trouver le cœur de sa réflexion qui s'interrogera en permanence

¹ Télégramme diplomatique no. 587, le 21 mai 1982.

² *Ibidem*.

³ «The Prime Minister shortly after she came into office, received a soubriquet as the „Iron Lady“. It arose in the context of remarks which she made about defence against the Soviet Union and its allies; but there was no reason to suppose that the Right Hon. Lady did not welcome and, indeed, take pride in that description. In the next week or two this House, the Nation and the Right Hon. Lady herself will learn of what metal she is made?». Archives de Hansard (House of Commons Daily Debates), 3 April 1982, vol. 21, disponibles sur: <http://hansard.millbanksystems.com/commons/1982/apr/03/falkland-islands> consultées le 8 septembre 2012.

⁴ Archives de l'INA. Journal télévisé de TF1. Intervention du journaliste André Célarié, le 3 avril 1982.

⁵ Télégramme diplomatique no. 386, le 16 avril 1982.

⁶ Télégramme diplomatique no. 424, le 25 avril 1982.

«si Margaret Thatcher est familiarisée avec de tels concepts. Notamment nul ne peut savoir comment s'associeront en elle son désir d'imposer sa volonté, son réalisme qu'elle a déjà manifesté à certains moments et une éventuelle disposition à la conciliation qui n'est guère de son tempérament»¹

ou encore:

«Comment se décidera-t-elle finalement? [...] Penchera-t-elle pour la guerre dont l'issue peut quand-même être incertaine, ou acceptera-t-elle d'entrer de façon suivie, au fil des jours, dans les voies d'un compromis, qui ne lui sont pas naturelles?»².

Quoi qu'il en soit, le diplomate ne peut pas rester indifférent sur l'intransigeance du Premier ministre britannique. À cet égard, il est tout particulièrement attentif aux hésitations, voire aux divergences qui se manifestent à l'intérieur du cabinet britannique entre ceux se montrant plus favorables à une action militaire brusquée et d'autres qui sont les adeptes d'une tentative de compromis. Son regard se dirigera notamment vers ces politiques qui forment le War Cabinet ou OD(SA), et en particulier sur Francis Pym (FCO), John Nott (MoD), William Whitelaw (intérieur) et Cecil Parkinson, (président du Parti conservateur et ministre sans portefeuille, au rôle de coordonnateur)³. Car toutes ces personnes ne partagent pas forcément la ligne d'action que Margaret Thatcher emprunte tout naturellement en raison de «la force de son caractère et son opiniâtreté»⁴. Mais qu'y pourront-ils? Francys Pym est le porteur d'une «philosophie ouverte» qui inclinerait sans doute vers la négociation. Mais Margaret Thatcher ne l'aime pas sur un plan personnel, et cela qui ne facilite pas son influence auprès d'elle comme l'aurait fait Lord Carrington dans le cas rhodésien. John Nott, après ses erreurs de jugement sur la préparation militaire du pays et ses échecs à la Chambre des Communes, est un exemple de fidélité pour les décisions prises par Margaret Thatcher. «Il est là. Il est loyal.» William Whitelaw, calme, modéré, représentant d'une «politique de law and order», serait, selon toute apparence, peu enclin à l'aventure...

En vain y aurait-t-il une pression interne et internationale qui appelle à l'esprit de compromis, car Margaret Thatcher est l'unique décideur: «C'est elle qui commande et elle seule»⁵ s'exclame l'Ambassadeur. Est-ce qu'on saurait trouver en elle des éléments qui la conduiraient à considérer une solution de compromis? En le citant, l'ambassadeur de Margerie s'accorde avec la remarque d'un député conservateur qui décèle deux aspects de la personnalité de Margaret Thatcher. Surtout, il y a une véritable «lutte entre Margaret Thatcher et le Premier ministre»⁶. Les deux faces,

¹ Télégramme diplomatique no. 387, le 16 avril 1982.

² Télégramme diplomatique no. 544, le 12 mai 1982.

³ Sir Terence Lewin, chef d'état-major, y a toujours assisté, de même que Michael Havers, en tant que conseiller juridique du Gouvernement. Le Premier Ministre ajoute que «Of course, we were constantly advised and supported by FCO and MoD officials and by the military. It met every day, and sometimes twice a day», Margaret THATCHER, *The Downing Street Years*, cit., pp. 188-189.

⁴ Télégramme diplomatique no. 467, le 5 mai 1982.

⁵ Télégramme diplomatique no. 657, le 4 juin 1982.

⁶ Télégramme diplomatique no. 544, le 13 mai 1982.

psychologique (impulsif) et politique (rationnel) pourraient être conciliés par ce que l'ambassadeur identifie comme «esprit de boutiquier» chez Margaret Thatcher! Une solution qui amènerait le Premier ministre vers un accommodement sera que la politique économique l'emporte sur sa tendance personnelle de politique étrangère:

«Il y a chez le Premier ministre un esprit de „boutiquier“ qui fait ses comptes: un penny est un penny... à la longue, cela vaut-il la peine de tout sacrifier à un réflexe impérial et de s'embarquer de façon privilégiée dans des difficultés pratiques très lourdes»¹.

De toute façon, le Premier ministre se laisse emporter par ses sentiments et par l'inflexibilité d'une position sur la souveraineté britannique, l'élément essentiel de tout règlement futur. Par conséquent, la raideur des déclarations de Margaret Thatcher et son tempérament font bloc à toute possibilité réelle de négociation. Car les Argentins, eux, donneraient des signes d'une volonté de compromis, comme le montre, fin avril, cette lettre du général Costa Méndez en réponse aux propositions de pourparlers faites par Alexander Haig. La lisant, l'ambassadeur y découvre des «phrases ouvertes» qui laissent penser que «d'autres formules pourraient être trouvées»².

Mais l'approche de Margaret Thatcher demeure «maximaliste»³. De fait, elle n'a jamais prêté oreille aux pressions de tant de politiques désireux d'éviter l'usage de la force, «comme si les Argentins n'avaient déjà utilisé la force en envahissant en premier lieu»⁴. Margaret Thatcher n'aura de cesse de combattre âprement ce qu'elle nomme l'éthos mou du FCO («the wet ethos of FCO») dont les négociations, dépourvues d'un sens précis et d'une direction ferme, ne menèrent nulle part. Elle ne cachera point son mépris pour un Foreign Office qu'elle considère comme agissant sous le signe d'une politique de consensus. Ce dernier qui est inadmissible car il serait la preuve d'une acceptation du déclin qui hante la Grande Bretagne depuis trois décennies.

Trois décennies plus tôt c'était donc le conflit du canal de Suez. Voilà un syndrome qui met en garde contre la distance géographique, l'exigence de maintien du secret dans le cadre restreint des décideurs et le besoin des États Unis. Dans ses *Mémoires*, John Nott se souvient que, dès le début de la crise, le mot *Suez* revient à tout moment dans l'esprit des décideurs: «I know that Whitelaw, Lewin and I, in the early stages, thought: „Suez, Suez, Suez“ in many of our waking hours»⁵. Pour Margaret Thatcher, Suez était, encore une fois, le signe du déclin historique de la Grande Bretagne⁶.

¹ Télégramme diplomatique no. 626, le 31 mai 1982.

² Télégramme diplomatique no. 451, le 30 avril 1982.

³ Télégramme diplomatique no. 502, le 7 mai 1982.

⁴ «So many politicians were desperately anxious to avoid the use of force – as if the Argentineans had not already used force by invading in the first place», Margaret THATCHER, *The Downing Street Years*, cit., p. 213.

⁵ «I have also explained [...] how the shambles of Suez had influenced me. It was not just the interminable time that it took for the British forces to reach the Canal Zone, but the deception which the senior politicians practised in Whitehall in order to ensure secrecy about their intentions. I know that Whitelaw, Lewin and I, in the early stages, thought: „Suez, Suez, Suez“ in many of our waking hours. Not least, we needed the support of the Americans», John NOTT, *Here Today, Gone Tomorrow. Recollections of An Errant Politician*, Politico's, London, 2002, pp. 213, 247.

⁶ «Since the Suez fiasco in 1956 British foreign policy had been one long retreat», Margaret THATCHER, *The Downing Street Years*, cit. p. 173.

L'Ambassade de France à Londres, elle, perçoit bien ce désir de Margaret Thatcher de dépasser les conséquences de Suez. Sur ce point, le constat de l'ambassadeur est positif:

«Ce que l'on peut dire est que, avec le sentiment d'avoir l'initiative, Mme Thatcher s'engage dans cette nouvelle et grave escalade en ayant pris des précautions tactiques. Elle bénéficie d'une union nationale, ébranlée il y a quelques jours, et maintenant retrouvée, en tout cas dans l'instant présent. Elle s'appuie sur l'amitié et la coopération des États Unis. Et elle apporte à l'entreprise une énergie, une force de volonté et une santé qui manquaient à Anthony Eden quand il a lancé l'affaire de Suez en 1955»¹.

L'affaire des Malouines investira Margaret Thatcher d'une mission de reconquête des valeurs victoriennes censées mener à une renaissance de la Grande Bretagne en passant par la restauration de l'effort personnel, le respect des traditions morales, la fierté nationale. Une approche instinctive, si «non-masculine» selon l'appréciation de John Nott, car, en définitive, il s'agissait bien de «la guerre d'une femme»².

Un engrenage militaire inéluctable ?

«Rejoice!» C'est par ce mot que le 25 avril Margaret Thatcher appelle ses compatriotes à se réjouir de la reconquête de la Géorgie du Sud. L'événement est important car il a «restauré l'image de la Grande Bretagne et redressé un honneur bafoué par l'invasion des Falkland»³. En effet, l'ambassadeur français assimile cette victoire à une répétition à l'inverse du scénario du 2 avril: une force d'invasion supérieure est très vite venue à bout d'une garnison peu nombreuse qui lui a opposé une résistance de courte durée. Pour l'heure, toutefois, cet équilibre n'est qu'apparent. Car en réalité, il appelle à s'interroger sur quelle sera la prochaine étape à franchir sur un plan militaire. Cette interrogation est l'apanage d'une analyse qui voit l'action du gouvernement britannique comme une évolution à plusieurs degrés successifs, sans pour autant donner le sentiment à l'opinion qu'on a adopté d'initiatives belliqueuses de taille. Au contraire, Margaret Thatcher a réussi à présenter la situation d'une façon telle «qu'elle fait apparaître un enchaînement inéluctable des circonstances»⁴. Cette logique interne du conflit est particulièrement intéressante pour le gouvernement britannique, car elle est à même de le dégager d'une responsabilité considérable. Car, après tout, l'escalade n'apparaît dans cette perspective que la conséquence obligée d'une lourde faute initiale de l'Argentine qui au surplus persiste délibérément dans cette erreur. «On fait constamment référence ici à la souplesse britannique opposée à l'intransigeance argentine»⁵, note l'ambassadeur. Mais en réalité y a-t-il vraiment eu de marques de souplesse dans la position britannique?

¹ Télégramme diplomatique no. 456, le 1^{er} mai 1982.

² «Of all the men I knew in my time in politics, I cannot think of any who would not have sought an honorable settlement [...] In my letter, I said that her approach was instinctive, so very unmasculine [...] In the last resort it was a woman's war – and the woman in her won», John NOTT, *Here Today, Gone Tomorrow...*cit., p. 321.

³ Télégramme diplomatique no. 426, le 26 avril 1982.

⁴ Télégramme diplomatique no. 460, le 3 mai 1982.

⁵ Télégramme diplomatique no. 518, le 11 mai 1982.

Encore une fois, l'ambassadeur français est persuadé que les Argentins n'ont pas complètement fermé la porte à la négociation¹. Il déplore le désir de Londres de présenter les positions argentines «sous le jour le plus négatif»² lors des tentatives américaines de bons offices. Cette attitude se comprend si on prend conscience du fait qu'elle permet aux Britanniques de trouver dans un refus argentin de négocier un abri qui leur évite eux un refus à Haig³. De façon telle que, en fin de compte, «la question de savoir si le Royaume Uni accepte les propositions des États-Unis ne se posait pas»⁴. Mais justement, la question se pose. Car, le diplomate français, le saisit très vite: la crise touche «au point central de la politique extérieure britannique: les relations avec les États-Unis»⁵. Il s'agira donc d'apprécier l'impact qu'a la politique américaine sur le développement de la crise et, en toile de fond, l'effet de la crise sur les relations anglo-saxonnes.

Si l'analogie avec Suez a été si pertinente, cela est en partie dû aux enseignements qu'on a tirés par rapport au support américain indispensable dans une telle opération. Pourtant, le paradoxe fait que l'administration américaine aide de manière significative le Royaume Uni, mais le fait sans pouvoir le montrer ouvertement, sous peine de perdre crédibilité des pays sud-américains. D'où le risque pour les Britanniques de vivre un nouveau Suez, cette fois ressenti sur le plan psychologique. Ainsi, à l'opposé de la rhétorique des déclarations officielles, à ses intimes le Premier Ministre se montrait plutôt critique à l'égard du soutien inadéquat des Américains. À son ambassadeur à Washington, elle a dit plus d'une fois son désarçonnement. Dans ses mémoires, Nicholas Henderson note que: «She said she had been „dismayed“, a word she repeated several times, „dismayed by his attitude“»⁶. Sans aucun doute, la politique américaine d'«even-handedness» a certainement fait ici l'objet d'un agacement considérable⁷. Au cours de l'après-midi du 7 avril, le Secrétaire d'État américain, le général Alexander Haig annonce son nouveau rôle de médiateur afin d'aider les deux pays à trouver une solution pacifique. C'était le début d'une mission que l'ambassadeur de Margerie perçoit comme étant une solution possible pour mettre fin aux hostilités par une transaction: «Là seulement, me semble-t-il, que peut résider l'espoir d'éviter une aventure aux résultats imprévisibles»⁸.

Dans cette optique, il est amené à penser que le cabinet britannique pourrait accepter plus facilement un compromis s'il vient de la part du président des États-Unis. Seulement voilà, ce dernier se trouva lui-même très embarrassé par l'échec de la «shuttle diplomacy»⁹ que fut celle du général¹⁰. Il faut bien comprendre la décision

¹ Télégramme diplomatique no. 526, le 11 mai 1982.

² Télégramme diplomatique no. 453, le 30 avril 1982.

³ Télégramme diplomatique no. 453, le 30 avril 1982.

⁴ Télégramme diplomatique no. 450, le 30 avril 1982.

⁵ Télégramme diplomatique no. 396, le 20 avril 1982.

⁶ Nicholas HENDERSON, *Mandarin: The Diaries of An Ambassador, 1969-1982*, Weidenfeld and Nicolson, London, 1994, p. 447.

⁷ Télégramme diplomatique no. 396, le 20 avril 1982.

⁸ Télégramme diplomatique no. 343, le 7 avril 1982.

⁹ Al Haig commencera donc sa «shuttle diplomacy» entre Londres et Buenos Aires effectuant des trajets successifs: Londres – le 8 avril, Buenos Aires – le 9-10 avril, Londres – le 12-13 avril, Washington DC – le 14 avril, Buenos Aires – le 15-19 avril.

¹⁰ Une médiation par personne interposée qui ne s'est pas avérée plus féconde lors les tentatives péruviennes ou bien celles menées par le Secrétaire général des Nations Unies, lui

américaine d'entreprendre une mission de bons offices comme le résultat d'une politique de compromis de Washington. Car des divisions internes¹ se déploient aux États-Unis à l'égard des Malouines, tout dans une atmosphère anti-colonialiste post-Vietnam². Par conséquent, les États-Unis se voient contraints de mener une politique équilibrée pour qu'il n'y ait ni vainqueur, ni vaincu. Bref, «those little ice-cold bunch of land down there»³ comme les appelle le Président Reagan, causent bien d'ennuis à la CIA qui en prévoit des répercussions de longue durée en Amérique Latine⁴.

Toutes ces circonstances déterminent Margaret Thatcher à se demander dans son for intérieur: «But how seriously did the Argentinians take American warnings anyway?»⁵. Car, justement dans la soirée du vendredi 2 avril, alors que l'invasion était en cours, l'Ambassadeur américain auprès de l'ONU, Jane Kirkpatrick, assistait à un dîner de gala donné par l'Ambassadeur argentin en son honneur⁶. Cette dernière explique son attitude comme étant une marque de la reconnaissance portée à l'Amérique Centrale pour sa lutte contre de possibles dérapages communistes⁷. Mais l'attitude de Jane Kirkpatrick demeure inchangée lors d'un vote aux Nations Unies. Le 26 mai, le Conseil de Sécurité adopte la Résolution 505. Cette dernière envisage le cessez-le-feu, ce qui devrait normalement arrêter l'offensive terrestre britannique. Ce ne fut pas le cas et le 4 juin, Londres use de son veto contre une nouvelle résolution proposée par le Panama et l'Espagne qui demandent un cessez-le-feu immédiat. Mais cette fois le vote ne se déroule pas sans surprises pour la délégation britannique. Jane Kirkpatrick explique comme, à quelques minutes près du vote, on lui a demandé en toute urgence de changer son veto en abstention. «Coup de poignard dans le dos», «trahison» s'écrie la presse britannique⁸. L'Ambassadeur ne manque pas d'observer qu'à Londres les chaînes de télévision se font un «*malin plaisir*» de montrer, de Versailles, Mme Thatcher

aussi d'origine péruvienne, Perez de Cuellar.

¹ Dans le cas présent, le Président devait trancher, face à des luttes d'influence au sein du département d'État, entre ce dernier et le Conseil de sécurité nationale, entre divers membres de son cabinet et entre différents secteurs de l'opinion publique représentés au Congrès, enfin entre diverses interprétations de la presse.

² Nicholas HENDERSON, *Mandarin...cit.*, p. 467.

³ C'est ainsi que le 30 avril, lors d'une conversation avec des journalistes, le Président Reagan appelle les Malouines. V. les Archives de la Reagan Library <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/43082b.htm>, consultées le 8 septembre 2012.

⁴ La CIA préconise «a wide and strong resentment in Latin America». En effet, certains pays comme le Venezuela, le Panama et le Pérou, ont plaidé pour la révision du traité de Rio et sont allés jusqu'à demander l'exclusion des États Unis de l'Organisation des États Américains ou la création d'une organisation politique faite seulement des États latino-américains. US National Archives. Directorate of Intelligence. Copy 225. CIA-RDP03T02547R000100880001-5. *The Falklands Dispute: Implications for US Relations With Latin America and Western Europe*, le 15 June 1982.

⁵ Margaret THATCHER, *The Downing Street Years*, cit., p. 180.

⁶ L'attitude de l'Ambassadeur Kirkpatrick est illustrative pour le poids du *Latino-Lobby* dont elle est l'un des membres les plus influents. L'Ambassadeur britannique à Washington, Nicholas Henderson explique à son Premier ministre, qu'en fait, Mme Kirkpatrick ne considérait pas l'Argentine comme un agresseur, mais comme un État qui faisait tout simplement valoir une créance de très longue date.

⁷ «Buenos Aires had been giving America support for its covert operations in Central America and in anti-Communist causes through», Nicholas HENDERSON, *Mandarin...cit.*, pp. 445-446.

⁸ Télégramme diplomatique du 7 juin 1982.

et le Président Reagan, assis côte à côté: elle l'air ferme, revêche; lui embarrassé, voire ignorant ce qui se passait!¹

Ainsi, le diplomate français s'attache-t-il à saisir cette situation de «divergences anglo-américaines, fermeté britannique»², qui fera que le mode d'action des Britanniques est «de souffler le chaud et le froid non pas alternativement, mais simultanément, exercice délicat pour la Grande Bretagne»³. Un exercice délicat auquel on coupera court. Fin avril, le Président Reagan met fin à la mission de paix de M. Haig, déclare le soutien des États-Unis pour la Grande-Bretagne et lui offre son aide militaire. L'heure est à «une bataille navale qui entrerait dans les annales de l'histoire», comme l'annonce l'amiral Woodward, chef de la Task Force, parlant, selon l'ambassadeur, «en possible banlieusard»⁴. En effet, conformément aux ordres reçus (précision que l'ambassadeur de Margerie tient à renforcer), l'amiral mène l'initiative militaire jusqu'à des opérations de guerre. Et cela dans l'espace de 48 heures.

Le 2 mai 1982, le croiseur *Général Belgrano*, le seul dont la flotte argentine dispose, est torpillé par un sous-marin britannique, causant une tragédie de 368 morts. Mais *Belgrano* est coulé en dehors de la zone d'exclusion. Une «décision grave»⁵ selon le diplomate, car elle donne une signification militaire à la zone maritime de 200 miles qui était, jusque là, à vocation économique. De cette façon, la Grande Bretagne instaure un précédent dans le droit de l'usage de la mer. Il en résultera, selon l'analyse du commentateur français, pour le gouvernement britannique toutes sortes de complications internationales. Mais la gravité des circonstances actuelles fait que l'on ne s'en embarrasse pas trop à ce moment-là⁶. Autre objet d'inquiétude: la Charte, «référence fondamentale, notamment pour essayer de désarmer d'éventuelles critiques»⁷, se voit elle-même réinterprétée. L'accent se déplace de la Résolution 502 du Conseil de sécurité à l'article 51 de la Charte portant notamment sur le droit d'autodéfense: cela tout bonnement parce que, par l'escalade, les Britanniques sont allés à l'encontre d'une des trois recommandations de la résolution. Mais ces risques d'instaurer des dérapages inadmissibles du droit international ne préoccupent pas pour l'instant les responsables britanniques. Ce qui peut se comprendre, car «la ferveur du sentiment patriotique encouragée par les sondages eux-mêmes, influencée par le succès militaire et la rhétorique officielle rendent difficile un raisonnement lucide et froid sur l'avenir»⁸.

Selon le diplomate français, il est toujours difficile, même à ce stade de la crise, de prévoir une ligne cohérente de l'action britannique. Comment expliquer cette incertitude récurrente? L'ambassadeur s'apprête à le faire par rapprochement à la crise de Cuba. Vingt années plus tôt,

«dans l'affaire de Cuba, le Président Kennedy et son équipe ajustaient certes aussi constamment, leur politique à l'évolution des événements, mais ils avaient un schéma de dissuasion en tête. Une doctrine fondée sur la graduation des mesures et sur le désir de ménager l'adversaire tout en l'amenant à s'incliner»⁹.

¹ *Ibidem*.

² Télégramme diplomatique no. 661, le 7 juin 1982.

³ Télégramme diplomatique no. 412, le 22 avril 1982.

⁴ Télégramme diplomatique no. 446, le 29 avril 1982.

⁵ Télégramme diplomatique no. 508, le 8 mai 1982.

⁶ Télégramme diplomatique no. 508, le 8 mai 1982.

⁷ Télégramme diplomatique no. 459, le 3 mai 1982.

⁸ Télégramme diplomatique no. 625, le 31 mai 1982.

⁹ Télégramme diplomatique no. 387, le 16 avril 1982.

La corrélation ne relève pas du hasard, car cette crise des treize jours a souvent été considérée par l'analyse politique comme un vrai laboratoire de l'étude de la prise de décision. Effectivement, la découverte en 1973 des *The White House Tapes*, des enregistrements des conversations de l'ExCom, le Comité Exécutif du Conseil National de Sécurité américain, réalisées en secret par le Président Kennedy, et de leur publication sous la forme des procès verbaux de l'ExCom en 1977, permet de suivre ce processus de la gestion de la crise quasiment en temps réel. Et d'apprécier à sa juste valeur la tension et l'incertitude qui font que l'essence de la décision est impénétrable à l'observateur et souvent au décideur lui-même, comme le remarque le Président Kennedy¹. Ainsi, interprétée dans le domaine de la science politique, l'observation de l'ambassadeur français se traduirait par le raisonnement que la «crisis management» n'est qu'un mythe qui dévoile «the crisis avoidance». Loin d'être gérée par une rationalité parfaite, la prise de décision se dévoile comme un processus complexe qui requiert une lecture plurielle, comme le démontre l'illustre étude de Graham Allison². D'où l'interrogation: qu'est-ce qui fait que cette grille d'interprétation de la crise de Cuba par les modèles de raisonnement ou paradigmes ne suffit pas à une compréhension de l'action britannique?

Certes, ce paradigme rationnel qui postule que le jugement selon le schéma buts-alternatives-conséquences-choix mène à la maximisation des intérêts sous des contraintes identifiées, celui organisationnel postulant les inerties organisationnelles et gouvernemental mettant en avant le processus de négociation pourraient être retrouvés dans l'analyse que le diplomate fait de la crise des Malouines. Notre étude nous offre des éléments pour les identifier. De cette manière, la logique de l'acteur rationnel impliquerait, selon le diplomate, les risques trop importants pour une riposte militaire. Et pourtant, c'est cette dernière qui a été privilégiée. Quid d'une approche organisationnelle? Si elle a été à l'œuvre avant la crise, la riposte britannique l'a largement démentie par la suite justement en raison de sa force et rapidité de réaction. Quant à la vision gouvernementale, la remarque de John Nott est éclairante: il s'agit bien de la guerre d'une femme... L'interprétation de l'action, au fur et à mesure qu'elle est mise en œuvre par les décideurs et non pas reconstruite après coup par l'analyse, dévoile bien une spécificité de la crise des Malouines, qui est tout à la fois une limite de l'analyse d'Allison³. Il s'agit du facteur déterminant qu'est la personnalité du décideur. Comme remarqué plus haut, le diplomate se penche sur l'indissociabilité des deux faces de Margaret Thatcher: psychologique et politique. Cette attention du diplomate à un ressort d'action qu'il tient pour impulsif s'inscrit dans une distinction fondamentale entre une logique diplomatique à long terme, car visant le compromis et celle politique à visée immédiate. Bref, c'est la logique politicienne et le caractère de Margaret Thatcher qui mèneront inmanquablement à un déroulement inéluctable des événements.

¹ «The essence of ultimate decision remains impenetrable to the observer – often, indeed, to the decider himself...» c'est remarque faite par John Fitzgerald Kennedy dans son introduction à l'ouvrage de Theodore C. SORENSEN, *Decision-Making in the White House*, Columbia University Press, London, 1963.

² V. notamment Graham Tillet ALLISON. *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, Little, Brown, Boston, 1971.

³ V. Dario BATTISTELLA, *Théorie des relations internationales*, Presses de Sciences Po, Paris, 2006, pp. 344-345.

4 mai marque un retournement de situation: c'est le jour où le destroyer *Sheffield* est coulé, en causant la mort d'une vingtaine de personnes. Voilà un choc des plus sévères pour le gouvernement et l'opinion instaurant un sentiment conjoint de tragédie et d'embarras¹. Ces circonstances sont, à nouveau, pour le diplomate un rappel à l'esprit de compromis. Sur ce point il se penche sur les politiques qui le revendiquent. L'ambassadeur français note les réactions de Denis Healey, chef adjoint du parti travailliste, estimant que le temps était venu de nouer une négociation². Il cite également les propos du ministre-conseiller de l'Ambassade américaine considérant que «Margaret Thatcher a creusé un trou profond où elle se trouve enterrée»³. Quoi qu'il en soit, le débarquement est rendu inévitable suite au renforcement continu de l'armada britannique. Le 8 mai, l'ambassadeur annonce la réquisition progressive du paquebot *Queen Elisabeth II* qui transportera autres 3500 hommes, l'envoi d'avions Harrier ravitaillés et de Nimrods censés doubler les moyens aériens de la flotte britannique, enfin, quatre nouveaux navires équipés d'engins Sea Wolves rejoindront eux aussi la Task Force. Bref, il en résulte que «le rapport des forces joue en faveur des Britanniques, mais, toujours est-il que le résultat des affrontements reste aléatoire»⁴.

21 mai c'est le jour du débarquement des corps expéditionnaires britanniques dans la baie de San Carlos. Mais ce jour est surtout la fin des tentatives de pourparlers. Cet état des choses annonce une situation entièrement nouvelle qui se fonde d'un côté sur le refus de négocier sur les bases antérieures et d'un autre côté sur une politique de reddition sans conditions: «Tout ce qui contredisait cette logique ou pourrait s'y opposer sera rejeté avec la même détermination que celle mise à construire et à empêcher la Task Force dans l'Atlantique Sud»⁵. Dans ce contexte où même Francis Pym s'exprime «sur un mode churchillien»⁶, l'ambassadeur français demeure persuadé qu'«à un moment ou un autre il faudra renouer le fil des négociations»⁷. Pourtant, l'engrenage militaire est incontestable. Suivent des batailles telles celles de Bomb Alley (le fameux jour de 25 mai lorsque les Britanniques perdent le destroyer *Coventry* et le porte container *Atlantic Conveyor*), Bluff Cove, Goose Green, Fitzroy... le 11 juin à Londres est en pleines discussions sur l'avenir des Malouines!

Comment mettre en œuvre des garanties de sécurité pour cet il y a pas longtemps auparavant quasi-oublié? Une solution est de mise: la «forteresse Malouines». C'est bien le signe de la détermination de Margaret Thatcher à garder ce qu'on lui a tiré par la force dans une crise que la Grande Bretagne n'avait ni voulue, ni encore moins prévue. Mais une fois survenue, elle le Premier ministre a su s'en emparer pour y voir «un défi et un moyen d'insuffler à des Britanniques victimes d'une douce anesthésie la vertu de la mobilisation et la fierté nationale», comme le note Alain Grenier, ministre-conseiller à l'Ambassade de France à Londres. Les faits semblent donner raison à cette politique pour qui le point fort est tout sauf la diplomatie⁸. Mais à cette

¹ Télégramme diplomatique no. 467, le 5 mai 1982.

² *Ibidem*.

³ Télégramme diplomatique no. 491, le 6 mai 1982.

⁴ Télégramme diplomatique no. 508, le 8 mai 1982.

⁵ Télégramme diplomatique no. 605, le 25 mai 1982.

⁶ Télégramme diplomatique no. 595, le 24 mai 1982.

⁷ Télégramme diplomatique no. 587, le 21 mai 1982.

⁸ «They thought I didn't have much skill of diplomacy. Certainly, the diplomacy wasn't my forte. It was the policy that was right for Britain which is my forte [...] After all, their whole culture was not sense of purpose, sense of direction. It was compromise and negotiation. It was

victoire britannique un diplomate n'y verra que la confirmation de l'urgence d'un climat de compréhension entre Londres et Buenos Aires. Un compromis est urgent là où les risques de reprise des hostilités sont grands. «Onze semaines d'euphorie et de tragédie ne peuvent rien changer à ces réalités.»¹

diplomacy.» Propos de Margaret Thatcher à 21 minutes et 42 secondes du premier épisode du documentaire: *Thatcher: The Downing Street Years*, BBC, 1993.

¹ Télégramme diplomatique no. 708, le 16 juin 1982. Alain Grenier commente la presse britannique après la défaite argentine. Son regard est l'apanage d'une distinction essentielle entre le politique et un diplomate, une distinction que les anciens trouveraient scandaleuse. En témoigne une lettre de 23 juillet 1900 envoyée par Paul Cambon à son ami devenu député, Paul Henri d'Estournelles pour déplorer: «La sottise des gens à courtes vues qui représentent l'élite politique du pays!» (Bernard DESTREMAU, *Quai d'Orsay. La dernière façade*, Plon, Paris, 1994, pp. 392-393 et p. 14). Une opinion partagée par les contemporains. Pour une analyse sur cette courte-vue des politiques considérée comme l'une des causes majeures qui ont mené à la crise, v. notamment l'article «The Misjudgements that Led to the Falklands War», *The Economist*, le 19 juin 1982, pp. 35-43.